

Commune de Saint-Saturnin

Assainissement collectif du village de Saint-Saturnin

**MISSION DE MAÎTRISE D'OEUVRE
et
MISSIONS COMPLÉMENTAIRES**

RÈGLEMENT DE CONSULTATION

DOSSIER de CONSULTATION des ENTREPRISES

Règlement de la Consultation (R.C.) Procédure adaptée

Personne publique – maître d’ouvrage

Commune de **SAINT-SATURNIN de TARTARONNE** (LOZÈRE)

Pouvoir adjudicateur

M. le Maire de Saint-Saturnin de Tartaronne, M. CONFORT René

Objet de la consultation

Assainissement collectif du village de Saint-Saturnin

Marché de service, Prestations intellectuelles.

Mission de maîtrise d ’œuvre et missions complémentaires

Date de transmission de l’avis de consultation

L’avis de consultation est transmis aux entreprises le : **13 juin 2019**

L’avis est publié sur le site : **13 juin 2019**

Remise des candidatures

La date limite de réception des candidatures est fixée au :

Mercredi 17 juillet 2019 avant 16 heures, dernier délai.

1 : Objet de la consultation

La consultation concerne :

Assainissement Collectif du village de Saint-Saturnin,

Prestations Intellectuelles pour mission de maîtrise d'œuvre et missions complémentaires.

Lieu d'exécution :

- département de la Lozère
- commune : Saint-Saturnin de Tartaronne
- lieu dit : village de Saint-Saturnin

La consultation est effectuée en application de l'article R. 2172-1 « marchés de maîtrise d'œuvre » du décret du code de la commande publique du 03 décembre 2018.

Il n'est prévu aucune visite des sites du projet.

Les candidats doivent en prendre connaissance par leurs propres moyens.

2 : Conditions de la consultation

2.1 Procédure de la consultation pour la mission de Prestations intellectuelles

La présente consultation est lancée suivant la **procédure adaptée et mise en concurrence** définie dans le Code de la Commande Publique aux articles :

- L. 2123-1 de l'ordonnance du code de la commande publique du 26 novembre 2018,
- R. 2123-1 du décret du code de la commande publique du 03 décembre 2018.

2.2 Structure de la consultation - allotissement

Les travaux, objet du présent marché de service « prestations Intellectuelles » concerne la réalisation de prestations de maîtrise d'œuvre, avec missions complémentaires pour l'étude et la réalisation de l'assainissement collectif du village de Saint-Saturnin.

2.3 Structure du marché

Les travaux, objet du présent marché comprennent un lot unique.

Les travaux comportent une seule tranche ferme et une option.

2.4 Type de contractants

L'opération fait l'objet d'un marché unique. Il sera attribué à une seule entreprise (*entreprise générale*) ou à un groupement d'entreprises solidaires, la coordination étant assurée par le mandataire du groupement

En vertu de l'article R.2142-4 du décret du code de la commande publique du 03 décembre 2018, une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché.

En vertu de l'article R.2142-23 du décret du code de la commande publique du 03 décembre 2018, un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

2.5 Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières

Les candidats n'ont pas à apporter de compléments au cahier des clauses techniques particulières.

2.6 Nature des offres

Les candidats devront répondre sur l'ensemble de la mission de Prestations Intellectuelles de maîtrise d'œuvre comme définie dans le CCTP, y compris toutes les prestations complémentaires et l'option.

2.7 Délai d'exécution

Le délai global d'exécution de la mission évalué en mois, il est laissé à l'initiative des candidats, qui devront le préciser dans l'acte d'engagement.

Il est demandé de présenter une répartition du délai global par éléments de mission de maîtrise d'œuvre et des missions complémentaires.

2.8 Modifications de détail au dossier de consultation

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'apporter au plus tard 10 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation.

Si, pendant l'étude du dossier par les concurrents, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.9 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **quatre-vingt-dix (90) jours** à compter de la date limite de remise des offres.

2.10 Propriété intellectuelle des projets

Toutes les propositions présentées par les candidats demeurent leur propriété intellectuelle.

2.11 Conditions d'exécution du marché

- Modifications éventuelles du marché

Si pour des raisons imprévues, indépendante de sa volonté ou tout autre raison, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de procéder à des modifications du contrat en cours, cela en application de l'article L. 2194-1 de l'ordonnance du code de la commande publique du 26 novembre 2018.

En cas de prestations complémentaires nouvelles liées à des modifications devenues nécessaires par des circonstances indépendantes de la volonté du maître d'ouvrage et des différents intervenants et qui ne figurent pas au présent marché, il sera mis en œuvre la procédure de modification du marché en application des articles R. 2194-1 à R. 2194-10.

- Phasage d'exécution

Le phasage d'exécution des prestations s'effectuera selon l'organisation et l'avancement des éléments de mission de maîtrise d'œuvre dans lesquelles s'imbriqueront les éléments de mission complémentaires.

2.12 Mesures particulières

2.12.1 Mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé

Les mesures particulières concernant la Sécurité et la Protection de la Santé seront prises en compte dans la réalisation de la présente mission.

2.12.2 Visite sur site

Les candidats doivent prendre connaissance du site d'intervention et des terrains concernés par cette mission d'étude. L'accès aux différents sites se fera en accord avec le maître d'ouvrage.

2.13 Modalités de règlement des prix

Le paiement se fera par virement au moyen d'un mandat administratif ou selon la nouvelle procédure dématérialisée..

3 : Présentation des offres

Le dossier de consultation des entreprises est remis gratuitement à chaque candidat qui en fera expressément la demande.

Les documents et les offres remis par les candidats seront entièrement rédigés en **langue française**.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

Dans l'hypothèse d'une remise d'offre en version papier, le dossier sera placé sous enveloppe cachetée et transmise par courrier postal ou déposée en mairie. La deuxième enveloppe cachetée fera apparaître les coordonnées du candidat, l'objet de la candidature et contiendra l'ensemble des pièces justificatives, administratives, techniques, financières.

Dans le cas d'une remise sous forme dématérialisée l'ensemble des pièces constituant l'offre seront déposées ou transmises en format sécurisé soit sur la « boîte » de messagerie de la commune, soit dans le cadre de la procédure de l'opérateur utilisé par le maître d'ouvrage.

Les prestataires candidats disposeront d'un délai minimum de quatre (4) semaines minimum pour remettre une offre.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet en application de l'article L. 2142-1 l'ordonnance du code de la commande publique.

Le dossier à remettre sera constitué des documents de la candidature et de l'offre comprenant les pièces suivantes :

- documents de la candidature

- La copie du ou des jugements prononcés s'il est en redressement judiciaire.
- - une attestation sur l'honneur du candidat du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires et le récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises lorsque le candidat n'est pas tenu de s'immatriculer au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers et n'est pas en mesure de produire les documents mentionnés au a ou au b du point 3 ci-dessous.

- les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à D. 8222-8 du code du travail c'est-à-dire dans le cas où le candidat est établi ou domicilié en France.
- lorsque l'immatriculation du candidat au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :
 - Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ;
 - Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
 - Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente.
- Une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales incombant au cocontractant et datant de moins de six mois.
- Une copie des attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales conformément à l'arrêté du 31 janvier 2003 modifié par l'arrêté du 28 décembre 2004.
- Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes physiques ou morales en cours d'inscription.
- lorsque le candidat emploie des salariés, une attestation sur l'honneur établie par ce candidat, à la date de signature du contrat et tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du contrat, de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10 à L. 1221-12, L. 3243-1 à L. 3243-2 et L. 3243-4 et R. 3243-1 à R. 3243-5 du code du travail.
- Les attestations et déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il ne fait l'objet d'aucune interdiction de soumissionner, au sens des articles 45 et 48 de l'ordonnance n° 2005-649 du 6 juin 2005 ou règles d'effet équivalent pour les candidats non établis en France,
- Les documents et renseignements permettant d'évaluer son expérience, ses capacités professionnelles, techniques, financière et économiques ainsi que les documents relatifs aux pouvoirs des personnes habilitées à engager le candidat ou le groupement de candidature (imprimés DC1, DC2 ou équivalent).
- .L'attestation d'assurance en cours de validité couvrant les responsabilités découlant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-6 et 2270 du Code Civil.
- une attestation d'assurance en cours de validité couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir du fait de l'exécution de sa mission.
- un document synthétique de présentation du (des) bureau d'études et autres prestataires associés explicitant la motivation à réaliser cette importante mission et donnant les indications de ses moyens et de ses références. Cette

présentation devra être pertinente en rapport à l'objet de la prestation envisagée,

- déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires pour les prestations objet du marché, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles.
- déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels.
- déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années. Il précisera les moyens spécifiques utilisés pour la mission.
- présentation d'une liste des prestations et travaux exécutées au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution et menés régulièrement à bonne fin pour des ouvrages de capacité d'épuration comprises entre 50 et 500 équivalent habitant. Ces attestations indiquent le nom et les coordonnées du maître d'ouvrage, le montant de l'opération, la période, et le lieu d'exécution.
- Présentation d'une liste de prestation et travaux exécutés au cours des cinq dernières années appuyée d'attestations de bonne exécution et menés régulièrement à bonne fin pour des réseaux assainissement de type séparatif.
- Justificatifs d'étude, élaboration, mise au point et finalisation de dossiers de déclaration ou similaire au titre du code de l'environnement,
- indication des titres d'études et professionnels des intervenants du bureau d'étude.
- Certificats de qualifications professionnelle et de capacité du candidat avec des références de missions attestant de la compétence de l'opérateur économique.
- Déclaration donnant les informations sur les matériels, équipements techniques, outillage dont dispose le candidat pour la mise en œuvre et la réalisation du marché.
- Toute information et attestation de certificat, qualification professionnelle, titres, études spécifiques attestant de la capacité et de la compétence de l'opérateur à exercer et réaliser le programme de la prestation intellectuelle d'ingénierie (*Interlocuteurs, Organigramme*).
- Un justificatif de l'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers.
- Une attestation sur l'honneur du dépôt au près de l'administration fiscale des déclarations fiscales obligatoires.
- Une attestation de déclaration sociale.

Le dossier d'offre comprendra un projet de marché avec les pièces suivantes :

- **L'acte d'engagement** : cadre ci-joint à compléter, daté et signé par les représentants qualifiés de l'entreprise.

Cet acte d'engagement sera accompagné éventuellement par les demandes d'acceptation des sous-traitants, et d'agrément des conditions de paiement, pour tous les sous-traitants désignés au marché (*annexe 2 du cadre d'acte d'engagement en cas de sous-traitance*). Le concurrent devra indiquer dans l'acte d'engagement le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter et par différence avec son offre, le montant maximal de la créance qu'il pourra présenter en nantissement ou céder.

L'attention des concurrents est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue à l'article 12.1 du cahier des clauses administratives particulières, ils doivent le préciser à l'article 3.4 de l'acte d'engagement.

- **Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)** : cahier ci-joint à accepter sans modification, daté et signé.

- **Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.)** : cahier ci-joint à accepter sans modification, daté et signé.

- **le Mémoire justificatif et descriptif de la prestation proposée.**

- **Le Devis descriptif proposé par l'entreprise.**

Le devis sera établi au moyen ou selon le modèle cadre joint dans le dossier de consultation.

Le devis a une valeur contractuelle. Les prix sont de type forfaitaire par éléments de mission.

Ce devis fera apparaître la décomposition des prestations par éléments de mission de maîtrise d'œuvre et de prestation complémentaires concernés par le projet et par type de réalisation. Selon les besoins les prix pourront apparaître en forme sous-décomposé en éléments de prestations et rapportés à chaque type de réalisation.

Le candidat pourra fournir en remplacement des certificats demandés ci-dessus la copie de l'état annuel des certificats reçus conforme à l'imprimé DC7 délivré par le Trésorier Payeur Général.

4 : Jugement des offres

Critères de jugement des offres	Note de référence	Coefficient de pondération
Références de réalisation de mission complète de maîtrise d'œuvre en réseaux assainissement et épuration, composition de l'équipe d'ingénierie, chiffre d'affaires annuel.	10	0,10
Mémoire explicatif et justificatif des prestations proposées, qualité de l'offre.	10	0,50
Prix des prestations	10	0,40

Les offres doivent être conformes aux prescriptions du cahier des clauses techniques particulières.

Le maître d'ouvrage choisit l'offre économiquement la plus avantageuse sur la base des 3 critères pondérés énoncés ci-dessus.

Pour chaque critère, est attribuée à chaque candidat une note entre 0 et 10. La note globale est attribuée en ajoutant les notes obtenues pondérées par les coefficients définis pour chaque critère. Le maître d'ouvrage se réserve si besoin, la possibilité de sous-décomposer l'évaluation de chacun des critères de jugement des offres afin de mieux apprécier et évaluer la note finale de l'élément concerné.

– Évaluation de la note relative au critère « références de réalisation de maîtrise d'œuvre » :

L'évaluation sera faite sur le type de mission de maîtrise d'œuvre en matière d'infrastructure réseaux assainissement et plus particulièrement des interventions sur des structures existantes à améliorer et optimiser. Il sera également pris en compte les travaux d'ingénierie en conception et construction d'ouvrage d'épuration de faible capacité et être en mesure d'exposer et présenter les différentes solutions adaptées au présent projet. Il sera apprécié la justification de compétences pour la construction de voie de circulation. La composition et la compétence de l'équipe dédiée à ce projet sera également un élément d'appréciation ainsi que les derniers chiffres d'affaires annuels.

L'ensemble de ces éléments permettront au maître d'ouvrage d'analyser et apprécier la situation et la capacité du candidat à entreprendre, réaliser et conduire à son terme la présente mission de maîtrise d'œuvre et missions complémentaires. Le maître d'ouvrage se laisse tous les moyens d'analyser, apprécier et interpréter les dossiers remis par les candidats afin de procéder au jugement et classement en vue de l'attribution du marché.

– Évaluation de la note relative au critère « Mémoire explicatif et justificatif de la prestation proposée » :

L'évaluation sera faite sur le mémoire descriptif de l'intervention de maîtrise d'œuvre proposée et la prise en compte de la spécificité du projet, la motivation et la pertinence de l'intervention, les modalités, la façon et la fréquence d'intervention. Ce mémoire fera apparaître l'organisation et l'imbrication de chacune des étapes envisagées, les descriptions techniques, mais également la prise en compte d'une démarche de développement durable. Il sera précisé les moyens spécifiques affectés à chaque phase et éléments de mission de maîtrise d'œuvre et complémentaires.

L'ensemble de ces éléments permettront au maître d'ouvrage d'analyser et apprécier la proposition faite et d'apprécier la capacité du candidat à mettre en œuvre et conduire le projet. Le maître d'ouvrage se laisse tous les moyens d'analyser, apprécier et interpréter les dossiers remis par les candidats afin de procéder au jugement et classement en vue de l'attribution du marché.

– Évaluation de la note relative au critère « prix des prestations » :

La note attribuée est une note relative tenant compte de l'écart existant avec l'offre proposée la moins chère.

La note maximale dix (10) est attribuée à l'offre la moins chère et les autres offres sont notées en proportion inverse de leur prix, selon la méthode suivante :

Si P_{\min} est le prix de l'offre la moins chère, une offre de prix P reçoit la note N (*arrondie à la décimale la plus proche*),

$$N = P_{\min} \times \frac{10}{P}$$

Les offres sont classées en fonction du nombre de points obtenus (*l'offre classée la première est celle qui a obtenu le plus de points*). Les offres qui ont le même nombre de points sont classées par ordre de prix croissant.

Tout rabais ou remise de toute nature qui n'est pas expressément autorisé par le présent règlement ne sera pas pris en compte.

Lors de l'examen des offres, le pouvoir adjudicateur du marché se réserve la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous détails des prix, ayant servis à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaires.

Le pouvoir adjudicateur du marché peut en accord avec le candidat retenu procéder à une mise au point des composantes du marché sans que ces modifications puissent remettre en cause les caractéristiques substantielles et notamment financières du marché.

Le maître d'ouvrage attribuera le marché au terme de la mise au point finale.

5 : Conditions d'envoi ou de remise des candidatures et des offres

Les candidatures et les offres seront remises sous double enveloppe :
L'enveloppe extérieure portant l'adresse et les mentions suivantes :

Adresse : Mairie de Saint-Saturnin de Tartaronne, Le village, 48500 SAINT-SATURNIN
Objet de la consultation : Assainissement collectif du village de Saint-Saturnin, Marché de Maîtrise d'œuvre,
« Marché public, ne pas ouvrir »

L' enveloppes intérieures portant les mentions suivantes : « dossier d'offre »

- Sur l'enveloppe extérieure, le nom du **maître d'ouvrage**, **l'objet de la consultation** et la mention **« consultation assainissement ne pas ouvrir »** et le nom de l'entreprise

Les offres devront être adressées par pli recommandé avec avis de réception postal, par un dispositif dématérialisé ou par tout autre moyen permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de réception ou remises contre récépissé à l'adresse ci-dessus.

Elles doivent parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées sur la page de garde du présent règlement, fixée au **Mercredi 17 juillet 2019 avant 16 heures, dernier délai.**

Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées sur la page de garde du présent règlement ainsi que ceux remis sous enveloppe non cachetée, ne seront pas retenus ; ils seront renvoyés à leurs auteurs.

6 : Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront adresser une demande à :

***Monsieur le maire de Saint-Saturnin
Mairie de Saint-Saturnin
48500 SAINT-SATURNIN***

téléphone : 04.66.32.93.20

Courrier électronique : « commune-de-st-saturnin@wanadoo.fr »

VU, le Maire de la Commune de Saint-Saturnin
René CONFORT

Lu et Accepté, le Titulaire du Marché.